



Irak : Laboratoire de la nouvelle démocratie moyen-orientale

par Mohamed TROUDI

L'Irak pays quatre fois plus grand que la Jordanie et trois fois plus petit que l'Iran est aujourd'hui le théâtre d'une nouvelle «croisade» démocratique. Il reste un pays incontournable dans le contexte Moyen-oriental aujourd'hui. Son influence s'explique par deux caractéristiques essentielles :

- 1)** c'est l'Etat arabe le plus peuplé du Machrek après l'Egypte avec 28 millions d'habitants
- 2)** c'est l'un des premiers producteurs du pétrole après l'Arabie Saoudite dans la région avant la guerre du golfe et constitue la deuxième réserve mondiale du pétrole qui suscite les convoitises et les appétits notamment américains.

Pays naguère apprécié par son modernisme laïque, et sa lutte contre l'intégrisme iranien des mollahs, l'Irak est aujourd'hui source d'instabilité depuis l'invasion du Koweït en 1990 et les craintes non fondées d'existence d'armes de destruction massive.

La guerre conduite et gagnée militairement par les USA menace aujourd'hui de morceler le pays ce qui déstabiliserait fortement et dangereusement la région et permettrait paradoxalement à l'Iran redouté naguère par les Américains et les Occidentaux de consolider sa position dominante dans la région.

Une éventuelle occupation militaire comparable à celle de l'Allemagne et du Japon après 1945 permettrait de faire du « Nation bulding » c'est à dire introduire la démocratie et produire du pétrole.

MAIS QU'EN EST-IL POUR LE CAS IRAKIEN ?

Remanier la carte du Moyen Orient (comme l'avaient fait les Anglais et un peu les Français après la Première Guerre mondiale) s'avère aujourd'hui un exercice périlleux pour les Américains qui n'ont plus de capital confiance auprès des Arabes de la région et notamment au près des irakiens qui ne connaissent que la guerre depuis 22 ans. A ce titre, ils sont rodés et leur patriotisme très fort.

La guerre menée au nom du droit sans le soutien du droit est toujours considérée comme injuste par les Irakiens. J'en prends pour exemple le témoignage d'un poète irakien qui disait, je cite :

« Bush veut nous changer le régime ? Il le veut pour les Irakiens et les Palestiniens. Et pourquoi pas pour les Egyptiens qui sont pris avec Moubarak depuis 20 ans, et pas pour les Jordaniens ni pour les Arabes de la péninsule condamnés à subir les hachémites, les saoudiens et autres émirs rétrogrades et macho depuis plus de 40 ans ? Sans vouloir excuser le régime dictatorial de Saddam Hussein, on sait qu'il n'est pas le seul dictateur. La liste serait longue et inclurait des régimes abusifs tels que ceux qui perdurent en Birmanie, en Libye, en Corée du Nord, au Zimbabwe... S'il fallait que les USA déclarent la guerre à chaque dictateur, ceux ci seraient en guerre continue sur plusieurs continents à la fois. Pourquoi l'Irak ? Comment expliquer qu'hier encore Ben Laden et Al Quaida étaient des ennemis de premier plan et qu'aujourd'hui ils aient complètement disparu du décor ? Parce que maintenant le président des USA décide que l'Irak est synonyme de danger imminent envers les USA et le reste du monde. Pourtant dans le passé, Washington n'a jamais eu le moindre scrupule à soutenir Saddam Hussein dans les années 1980 et d'autres dictateurs tels que Marcos aux Philippines, Suharto en Indonésie, le Schah d'Iran, Somoza au Nicaragua, Batista à Cuba, Trujillo à Saint-Domingue, Pinochet au Chili, Mobutu au Congo Kinshasa et bien d'autres...

Dans certaines circonstances les Américains s'accommodent très bien des dictateurs quand cela les arrange ! Ceux qui croient que les USA sont intervenus en Irak pour restaurer la démocratie sont bien naïfs. Certains stratèges sont plutôt convaincus que l'objectif principal est de perpétuer la domination américaine dans le monde en contrôlant le plus longtemps possible à leur profit les réserves pétrolières du pays.

Si les Américains réussissaient à contrôler la production irakienne, ils pourraient étrangler l'Arabie Saoudite dont ils se méfient et l'Iran, exercer un chantage sur la Russie et surtout retarder l'industrialisation de ses futurs rivaux, la Chine et l'Inde qui, en 2020, auront besoin de consommer la totalité de la production mondiale actuelle de pétrole.

Bref l'Irak constitue la première bataille d'une guerre pour la domination économique du monde...

De ce point de vue quelle sera la place que prendra ce grand projet de démocratisation de l'Irak et au delà du Grand Moyen-Orient dans cette boîte de pandore ouverte par les Américains par le déclenchement de la guerre et qu'ils sont aujourd'hui incapables de refermer tant ils sont pris dans le borbier irakien ?

DÉMOCRATIE ET LIBERTÉ

Dans son important discours⁽¹⁾ datant du 06/11/2003, le président américain a souligné les progrès de la démocratie depuis 1970 en ces termes : « au début des années 1970, il avait dans le monde environ 40 démocraties. Au milieu de cette décennie il y eut des élections libres au Portugal, en Espagne et en Grèce. Peu après de nouvelles démocraties apparurent en Amérique latine et des institutions de liberté émergent en Corée, à Taiwan et en Extrême-Orient. Fin 1989, après les manifestations de Berlin-est et de Leipzig, toutes les dictatures communistes d'Amérique centrale s'étaient effondrées. Une année encore et le gouvernement d'Afrique du sud libérait Nelson Mandela....A la fin du 20ème siècle, il y avait dans le monde environ 120 démocraties, et je peux vous assurer que d'autres se préparent. En un peu plus d'une génération, nous avons assisté au progrès le plus rapide de la liberté qu'il y ait eu dans les 2500 ans d'histoire de la démocratie. ».

Mais lorsque M. Bush affirme qu'il y a aujourd'hui dans le monde 120 démocraties, il adopte manifestement une définition peu exigeante de ce régime. Il suffit de parcourir le site⁽²⁾ pour s'apercevoir que la vraie démocratie constitutionnelle est bien moins répandue : sur 192 pays analysés, il n'y en a que 60 dont les citoyens jouissent de droits politiques corrects et 35 (souvent les mêmes) où ils jouissent d'une liberté individuelle parfaite. Il n'y a que 89 pays sur 192 dont les citoyens sont jugés libres. Le chiffre de 120 cité par le président américain est

quelque peu exagéré, il correspond aux 121 pays où il y a eu au moins une élection, même lorsque celle-ci a élu, comme dans certains pays musulmans, des parlements qui n'ont qu'une fonction consultative et servent de paravent à un régime tyrannique. Aussi lorsque les Américains promettent la démocratie en Irak et en Afghanistan, il s'agit seulement d'un début d'un processus d'apparence démocratique, de l'émergence de lois écrites alors qu'en pratique les droits de l'homme y sont bafoués tous les jours et le gouvernement est souvent autoritaire.

Plus récemment dans son discours sur l'état de l'Union prononcé le 3 février 2005 et s'agissant de la politique internationale, Georges W.Bush l'a clairement signifié : la priorité de son second et dernier mandat reste la « démocratisation » du Moyen-Orient. Une tâche visiblement gigantesque au regard du contexte géopolitique et qui ne peut réussir au delà de la situation en Irak, qu'en tenant compte de la centralité de la question palestinienne.

D'après la vision américaine, l'instauration de la démocratie en Irak par la force a pour avantage de lutter efficacement contre le terrorisme international. Les Américains qui se considèrent en guerre contre le terrorisme depuis le 11 septembre déclarent sans cesse que leur but est la démocratie en Irak et si possible et dès que possible pour la même raison, dans les autres pays arabes.

Mais cet engagement pour la démocratie en tant que remède préventif au terrorisme n'empêche pas les Etats-Unis de soutenir, aujourd'hui comme hier, des dictatures comme celle de l'Arabie saoudite. Ce soutien est basé sur la forte relation client-fournisseur entre les deux pays, sur la politique extérieure modérée et sur la stabilité de ce régime arabe. Il a risqué d'être mis à mal lorsqu'a été découverte l'implication des ressortissants saoudiens dans l'attentat du 11 septembre. Mais les attentats suivants d'al Quaïda en Arabie saoudite et les mesures énergiques prises par le gouvernement de ce pays ont apaisé en partie les craintes de l'Amérique qui soutient de nouveau ce régime rétrograde et dictatorial.

Il faut retenir donc que la politique américaine contre le terrorisme est assez pragmatique pour soutenir tantôt la démocratie, tantôt les dictateurs en place, au nom de l'efficacité. L'échec prévisible de la démocratisation de l'Irak ou de l'Afghanistan ne poserait de problème

concret aux Américains que si ces deux pays continuaient à aider ou abriter de nouveau des terroristes ennemis de l'Amérique et leurs projets.

Un tel échec aurait cependant un retentissement politique considérable : partout dans le monde les terroristes en concluraient que l'Amérique est incapable de les combattre, et redoubleraient d'efforts pour détruire les démocraties. C'est pour cela que dans son discours programme, le président américain affirme que les Etats-Unis continueront le combat tant qu'il le faudra et partout où ce sera nécessaire. Pour l'heure ce combat se concentre en Irak où trois années après l'invasion du pays par les forces de la Coalition, l'établissement par des moyens militaires de la domination globale auquel continuent de rêver les néo-conservateurs et les tenants du « Project for a New American Century (PNAC), loin d'assurer l'élargissement des bases politiques et géographiques de la paix et de la démocratie, engendre un chaos généralisé et suppose la continuation d'une guerre qui faute d'être préventive -au sens de la nouvelle stratégie américaine- devient permanente et très coûteuse en vie humaine et en coût financier. Il faut rappeler que dans un contexte de restrictions budgétaires pour 2006, le Pentagone bénéficie pourtant d'une enveloppe en augmentation de 4,8% à 419,3 milliards de dollars pour faire face au coût faramineux de la guerre en Irak, mettant l'accent sur une augmentation des troupes au détriment d'équipements sophistiqués. Ce projet de budget et un plan de dépenses militaires allant jusqu'en 2011 sont le signe d'une préparation à une longue guerre en Irak et des déficits vertigineux en hausse pour l'administration Bush ⁽³⁾.

QUELLE DÉMOCRATIE POUR L'IRAK OCCUPÉ ?

Dans le Wall Street Journal, l'ancien secrétaire à la Défense James Schlesinger déclare ... « qu'un retrait précipité d'Irak serait un encouragement aux terroristes... ». Il préconise par conséquent une série de mesures pérennisant la tutelle états-unienne sur ce pays. Il faut observer que son raisonnement se fonde sur une confusion entre résistance intérieure à l'occupant consacrée par le droit international et le terrorisme international. Cet amalgame n'est pas sans rappeler celui qui justifiait autrefois l'enlèvement au Vietnam : se retirer aurait été affirmait-on, un encouragement à la propagation du communisme. Dans le même quotidien, que certains nomment parfois par dérision le War

Street Journal, Francis Fukuyana, l'un des théoriciens de la guerre au terrorisme, souligne que la question principale n'est pas le transfert de souveraineté, mais les élections. Ce qui revient à reconnaître quasi-officiellement que le problème n'est pas de se défaire du pouvoir en Irak - cela ne passionne personne -, mais de savoir à qui le remettre. Et sur ce point, l'administration américaine n'a absolument pas l'intention de respecter la volonté démocratique du peuple irakien. Dans un long entretien à la chaîne de télévision émiratie « EDTV », reproduit par Gulf News, Noam Chomsky avance des idées critiques sur l'action américaine en Irak. Parlant de l'évolution du débat public aux Etats-Unis, il affirme : « on est passé de l'affirmation selon laquelle il fallait attaquer l'Irak pour le désarmer à celle selon laquelle on a eu raison de renverser Saddam Hussein pour libérer les Irakiens. Et l'on a éludé l'étape intermédiaire : à savoir la découverte des mensonges de Bush et Blair. Avec la même candeur, on passe de la défense de la démocratie dans le monde à la justification des assassinats ciblés en Israël ou à la stigmatisation de la démocratie turque qui refuse de se joindre à la Coalition. Il est plus que jamais évident que les stratégies de Washington ne se préoccupent pas des dégâts qu'ils commettent, mais uniquement du contrôle des ressources de la planète ». Il y a de quoi s'étonner de la croyance des Etats-Unis en leur capacité de manipuler les peuples au nom d'une démocratie qu'ils leur dénie.

Par ailleurs l'absence de découverte d'armes de destruction massive a eu un impact celui de diminuer la justification de l'agression contre l'Irak. On est passé de la possession d'armes de destruction massive à la capacité et l'intention de les posséder, ce qui peut donc englober à peu près tous les pays du monde. Ce qui, est admis c'est que le prétexte a changé. Il n'est plus question désormais de lutter contre la prolifération, mais d'exporter la démocratie version américaine en Irak. Il a suffi que le discours du président change pour que le débat change immédiatement et qu'il évolue vers la pertinence de la démocratisation. Seulement personne n'a dit avant d'amorcer ce débat qu'il fallait d'abord admettre que l'administration américaine et son allié britannique ont versé dans les mensonges et que, s'ils ont menti auparavant, il n'y a pas plus de raison de les croire aujourd'hui sur ce nouveau projet de démocratisation de l'Irak. Mais peu importe puisque la doctrine a changé. L'administration Bush, se moque, en vérité, de la démocratie. Ce qui est important pour elle, c'est le contrôle, et ceci fonctionne mieux quand on ajoute une apparence démocratique. C'est

ce que les Britanniques ont appliqué en Irak dans les années 20 et que les Etats-Unis appliquaient hier au Vietnam et continuellement en Amérique du sud et dans d'autres endroits du monde.

Le dédain pour la démocratie a été démontré par le traitement réservé à l'ex-président de l'autorité palestinienne et par les réactions à la décision turque de ne pas suivre les Etats-Unis en Irak. Paul Wolfowitz a été jusqu'à affirmer que : « la Turquie doit s'excuser et que le devoir d'une démocratie était de soutenir les Etats-Unis ». L'invasion de l'Irak et le dernier but affiché, l'exportation de la démocratie, participent d'une seule et même logique : elle accroît le terrorisme, mais ce n'est qu'un petit problème face à la perspective de posséder des bases permanentes dans la région et les ressources de ce pays. Ce contrôle des ressources est un sujet tabou aux Etats-Unis alors que tous le monde sait que c'est le vrai but de la guerre en Irak .

Dans ces conditions il paraît légitime de douter un peu des intentions démocratiques américaines. La démocratie en Irak me paraît donc comme une macabre farce connue de tout le monde. Un officiel des Nations-Unies en Irak va jusqu'à déclarer : « Si ces élections avaient eu lieu au Zimbabwe, l'Occident les aurait dénoncées ». «Les principes élémentaires pour la tenue d'élections sont tellement peu respectés que si elles avaient eu lieu en Syrie ou au Zimbabwe, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne auraient été les premiers à les dénoncer » affirme Salim Lone, ancien directeur de communication du représentant spécial de l'Onu en Irak, Sergio Viera de Mello.

DÉMOCRATIE PROMISE ET JAMAIS LIVRÉE

Dans un livre très critique sur l'occupation de l'Irak, l'auteur irakien Mohammed Hassan⁽⁴⁾ fustige le chiffre de 57% des électeurs inscrits ayant participé aux élections affirmé par la commission électorale irakienne désigné par ailleurs par l'autorité occupante américaine. 57% d'inscrits paraît un peu exagéré quand on sait que dans les régions les plus peuplées d'Irak notamment dans les régions centrales, le taux d'inscription était très faible. Dans la ville de Samara rebelle par exemple, les statistiques les plus optimistes avancent le chiffre de 1400 votants sur un total de 200.000 habitants. A Bagdad, selon la télévision arabe Al-Jazera, la participation était jugée très basse et particulièrement dans les quartiers populaires du centre et de l'ouest. Dans le sud à

majorité chiite, la participation était beaucoup plus basse dans la grande ville industrielle de Bassora (où le parti chiite Hezbollah avait refusé de participer) que dans les campagnes et les villes saintes.

Un autre signe qui ne trompe pas : à l'étranger, où les problèmes de sécurité étaient totalement absents, seuls 25% des Irakiens (chiffre avancé par la Commission électorale irakienne) se sont inscrits sur les listes. Tous ces éléments indiquent qu'en réalité, moins de la moitié des Irakiens voire même d'un tiers sont allés voter.

Les chaînes de télé ont filmé cinq bureaux de vote dans tout l'Irak « un exemple de démocratie » affirment à contrario les grands médias notamment occidentaux. Aucun journaliste indépendant n'a pu se rendre hors de certains quartiers de Bagdad, de Bassora et du Kurdistan irakien. Ce qui les rends totalement dépendants des informations de l'armée américaine et des partis favorables à l'occupation. L'auteur avance le chiffre de seulement 5 bureaux de vote filmés dans tout l'Irak, quatre des cinq bureaux se trouvaient dans des régions à majorité chiite du sud où la participation était plus importante. Sur le plan de l'organisation internationale et notamment de l'ONU, la mission internationale de contrôle mise sur pied ne comprenait que 20 experts internationaux (à titre de comparaison, 2400 observateurs ont été envoyés en Ukraine pour les dernières élections et plus de 2000 pour les dernières élections palestiniennes). Enfin, l'immense majorité des candidats étaient inconnus des électeurs car les partis ne les avaient pas rendus publics de crainte d'assassinat. D'autre part, « les bulletins de vote étaient si complexes que même Jalal Talabani, le dirigeants kurde a dû recevoir un briefing pour savoir les utiliser » affirme le co-auteur de ce livre Salim Lone.

Comment les 8 millions d'électeurs inscrits ont-ils pu se retrouver dans une centaine de candidats figurant sur d'énormes bulletins de vote dont ils ne pouvaient prendre connaissance que le jour même ? Autrement dit même ceux qui ont voté ne savaient pas généralement pour qui ils avaient voté et encore moins souvent pour quel programme. Quel pouvoir pour les élus ? Quel sera le pouvoir réel de ceux qui seront ministrables dans le pays ? Pratiquement aucun et sûrement pas sur les ministères clés . « Ils n'ont pas le contrôle sur le pétrole, aucune autorité sur les rues de Bagdad, pas d'armée opérationnelle et de police loyale. Leur seul pouvoir est celui de l'armée américaine » affirme

le journaliste Robert Fisk. Ceux qui auront voté pensant donner le pouvoir à un gouvernement irakien démocratiquement élu qui améliorera leurs conditions très difficiles et qui obtiendra le départ de l'armée US, en seront pour leurs frais. Les mois qui viendront le démontreront. En effet, rien n'indique que leur situation matérielle évoluera positivement et que les marines quitteront l'Irak volontairement : 16 bases militaires américaines sont déjà en construction. Un haut gradé US à Bagdad a reconnu courant février que les « Etats-Unis faisaient face à une insurrection à long terme qui ne cesserait pas avant... une décennie ».

*LA DÉMOCRATIE SERA UN PROCESSUS DIFFICILE ET LONG
À METTRE EN PLACE*

Il sera difficile d'organiser la démocratie en Irak tant la guerre a déstabilisé le Moyen-Orient tout entier.

Ce conflit est le plus dangereux que le monde a connu depuis longtemps. Ses conséquences sont et seront extrêmement difficiles à gérer, car ils ont mis en cause beaucoup de structures politiques, théologiques et économiques dans cette partie du monde. L'Irak est une zone de faille entre deux parties du monde arabe, entre le monde arabe musulman et le monde musulman non arabe, entre musulmans chiïtes et sunnites, entre musulmans wahhabites et chiïtes. Ce conflit a ouvert par ailleurs une série de questions de fond qu'il va falloir gérer avec la plus grande prudence. Il a touché aux équilibres religieux de la zone. En Irak il y avait un gouvernement sunnite minoritaire dans un pays majoritairement chiïte (plus de 60% de la population).

En Syrie on a exactement l'inverse avec un gouvernement alaouite minoritaire (à peine 10% de la population) dans un pays majoritairement sunnite. S'agissant de l'Arabie Saoudite, ses positions trachées sur des questions de fond sont rejetées par d'autres pays de la région. Ces conditions nouvelles créées par ce conflit inutile, la question qui se pose avec beaucoup d'acuité aujourd'hui est de savoir à quoi on souhaite arriver dans l'Irak post-Saddam ? Les Nations Unies vont-elles accepter de jouer enfin le rôle qui lui revient de droit et devenir l'autorité de référence pour la reconstruction de l'Irak de demain ? Va-t-on vers une colonisation temporaire, ou pire, durable du pays par les Américains et les Anglais ? Ces élections conduiront-elles à un pouvoir chiïte après tant d'années d'exclusion de la scène politique irakienne dominée par

les sunnites ? Cette majorité chiite va t-elle s'allier avec l'Iran voire le Yémen ? L'empathie sera-t-elle plus forte entre les chiites arabes et les chiites non arabes qu'entre les chiites arabes et les sunnites arabes ?

Sur le plan militaire et économique, un axe Iran-Irak serait extrêmement puissant. Comment l'Arabie Saoudite et ses partenaires réagiraient-ils à cette redistribution des cartes de la région ?

Face à cette pluie de question, on nous dit que les Irakiens vont décider pour eux-mêmes. Mais la situation post-talibans en Afghanistan, montre la difficulté d'unifier un pays, de changer un régime, de trouver des dirigeants capables de conduire le changement. C'est une illusion que de croire à la volonté américaine d'instaurer demain un régime démocratique, libre et stable en Irak. Premièrement, ce n'est pas dans l'intérêt des Etats-Unis de favoriser l'éclosion des régimes arabes démocrates, libres et forts. La démocratie par définition accorde plus de poids aux intérêts des populations locales, des intérêts qui dans le cas des pays arabes et même ailleurs, convergent rarement avec les intérêts hégémoniques américains, que cela soit sur le plan économique ou sur celui du conflit israélo-palestinien. Il faut noter que pour le moment, les Etats-Unis n'ont jamais accepté un partenariat avec les pays arabes, juste des relations d'assujettissement avec des régimes vassalisés. Le caractère autoritaire et anti-démocratique des régimes arabes est même une nécessité pour l'administration américaine. Ce fut ainsi de tous les temps et rien ne préfigure d'un changement d'orientation de la part de l'actuelle administration.

Deuxièmement, il est inutile d'être dans le secret des dieux pour savoir que la liberté des Irakiens dans la rhétorique de l'administration américaine sert uniquement à placer le problème de l'invasion de l'Irak sur un terrain moral. Qui oserait dire sans risquer de se couvrir de ridicule, qu'il est contre la liberté ? Personne. Le président Bush sait parfaitement que cette rhétorique trouvera un écho favorable auprès d'esprits animés par les meilleures intentions du monde concernant les Irakiens sans en prendre la peine de vérifier si cette vision se justifie dans le discours d'ensemble de Bush et de ses hommes qui ont plaidé en faveur de la guerre.

A l'instar de David Frum, ex-rédacteur des discours de Bush et auteur de l'expression assassine « l'axe du mal » : «Une destitution de

Saddam Hussein, écrit-il, conduite par les Américains et le remplacement du parti bassiste par un gouvernement plus aligné sur les Etats-Unis, mettrait Washington en charge de la région, plus encore que n'importe quelle puissance depuis les Ottomans, voire les Romains.»⁽⁵⁾

Les Etats-Unis n'ont pas davantage l'intention de libérer l'Irak que de rendre justice aux Palestiniens.

La démocratie et la liberté seront uniquement l'œuvre des Irakiens eux-mêmes. La résistance irakienne montre si besoin qu'ils refusent la tutelle des gens qui fondamentalement les méprisent. Visiblement l'Amérique ne fait pas assez attention à la complexité du monde arabo-musulman qu'elle connaît mal.

Avant la révolution iranienne, le monde occidental ne connaissait pas ou très peu le mot «chiite». De même, il a fallu la guerre en Afghanistan pour qu'il découvre le mot «wahhabite». Il est entrain d'apprendre aujourd'hui la complexité du monde arabo-musulman à travers ces crises.

J'aurais souhaité que ce soit par un moyen plus pacifique et plus respectueux de la diversité de notre monde.

Plusieurs questions de fond s'ajoutent à cette complexité irakienne : les sunnites risquent-ils d'être écartés du processus démocratique pour avoir été aux affaires ces trente dernières années ? La politique de « débaassification » menée par l'ancien proconsul américain en Irak Paul Bremer a poussé nombre de sunnites dans les rangs de la résistance armée. La marginalisation de la minorité sunnite serait-elle facteur de guerre civile ? Ce vers quoi s'achemine probablement l'Irak, commente un ancien général de l'armée de Saddam. Que veulent les chiïtes ? Majoritaire dans le pays (plus de 60% de la population), ils rêvaient de retrouver le pouvoir dont ils étaient privés depuis la naissance de l'Irak moderne dans les années 1920. Bien avant Saddam, les chiïtes étaient déjà les mal-aimés de l'Empire ottoman. La grande inconnue : vont-ils vouloir prendre leur revanche sur la minorité sunnite ou sont-ils prêts à composer avec elle ? Les chiïtes majoritaires représentés par le grand ayotollah Ali Sistani vont-ils imposer en Irak le « velayati el-fagi » (le gouvernement des mollahs en vigueur en Iran) surtout qu'au sud du pays le grand

leader religieux conservateur Abdel Aziz Hakim ne cache plus ses liens privilégiés avec l'Iran qui sera peut être le grand gagnant de ces bouleversements qui se profilent.

Les Kurdes veulent-ils accéder à une indépendance totale ? 19% de la population, ils ont élu un Parlement autonome, jouent la carte du fédéralisme. Le grand dirigeants kurde Massoud Barzani, le chef du puissant PDK (Parti Démocratique du Kurdistan) n'a t'il pas déclaré au « Point » que le jour de l'indépendance arrivera bientôt....Il est vrai que les récentes découvertes de pétrole dans l'enclave kurde du nord, grande comme la Suisse ne peuvent qu'accélérer le processus de sortie de l'Irak du Kurdistan. Une perspective qui inquiète les pays voisins, tant l'Iran que la Turquie. Celle-ci a fait très clairement savoir qu'elle ne tolérerait pas un Kurdistan indépendant. Ankara et Téhéran redoutent un effet de contagion sur leurs propres minorités kurdes. L'Irak pourrait-il connaître la partition et le morcellement en plusieurs micro-Etats kurde, chiite et sunnite ? C'est le pire scénario pour le pays, pour ses voisins et pour les Etats-Unis. Un éclatement de l'Irak signifierait l'échec d'une politique de centralisation du pouvoir menée par Washington, qui a cependant joué sur les divisions entre communautés. Cependant c'est ce à quoi on assiste. Le Kurdistan est déjà de facto dans un processus de séparation, les chiites les plus nombreux, pourraient envisager de créer un Etat dans l'Etat. Enfin les sunnites, repliés sur eux mêmes, soumis à la terreur des islamistes irakiens et étrangers, peuvent succomber à la tentation de certains salafistes de former un émirat sunnite en Irak, ainsi que le recommande l'Egyptien Al-Zawari un fidèle lieutenant de Ben Laden.

CONCLUSION

La démocratie en Irak n'a pas été appliquée depuis bien longtemps. Mettre en place un système crédible prendra du temps et sera difficile à organiser s'il n'est pas l'émanation du peuple lui-même. L'Afghanistan le prouve. L'instauration de la démocratie demande du temps pour que l'état de droit soit réel et accepté par tous. Il a fallu plus de 80 ans à la Turquie pour devenir un pays (presque européen) digne d'entrer au club européen. Ataturk a commencé son travail de laïcisation, de modernisation et de démocratisation en 1924, ces efforts ont toujours bénéficié du soutien vigilant de l'armée dont le gouvernement turc actuel commence seulement à réduire l'influence. La démocratie qui a

besoin d'un état de droit, ne peut être instaurée rapidement et en tous cas pas par ce moyen. L'instauration de la démocratie exige également pour qu'elle ne se transforme pas rapidement en dictature, un minimum de niveau de vie, en plus de l'état de droit. Plus le niveau de vie économique est élevé plus la démocratie devient pérenne. Elle exige aussi une société mûre, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui en Irak notamment avec les divisions communautaires qui se profilent. Les conditions ne sont donc pas remplies pour l'instauration de la démocratie tant le niveau de vie est trop bas, les investissements internationaux très limités et le contexte religieux et tribal est trop défavorable. Quant aux promesses américaines d'installer la démocratie en Irak dans un délais assez court, elles ne seront pas tenues. Les Américains ont prévu sept étapes pour amener le plus vite possible l'Irak à la démocratie. A la lecture de la situation irakienne, on voit qu'ils n'ont tenu aucun compte du contexte exigé par une démocratie et qu'ils sont d'un optimisme incroyable ou qu'ils considèrent qu'il suffit de l'existence d'élections et de lois (même non respectées) pour qu'il y ait démocratie. Les Américains chercheront tout au plus à se désengager sans perdre la face en confiant la sécurité et le maintien de l'ordre à une police irakienne en espérant que la formation qu'ils donnent à ces hommes en fera des forces fidèles et en demandant à leurs alliés européens de participer financièrement à la reconstruction du pays. A ce sujet Scott Ritter⁽⁶⁾ écrit : « il n'y a pas de solution élégante à notre débâcle en Irak. Il n'est plus question de gagner, mais de limiter la défaite ».

Mohamed TROUDI
chercheur à l'Université Paris XII - Val de Marne



NOTES

- (1) La stratégie nationale de sécurité des Etats-Unis d'Amérique : traduction française par Daniel Martin <http://perso.wanadoo.fr/dmo1/us/traduction.html>.
- (2) *Freedom in the world 2003- The Annual Survey of Political Rights and Civil Liberties* - <http://www.freedomhouse.org/research/index.htm>

- (3) Dans un contexte général de restrictions budgétaires pour 2006, le Pentagone bénéficie pourtant d'une enveloppe en augmentation de 4,8% pour faire face aux coûts faramineux de la guerre en Irak (sources courrier international 2005).
- (4) Mohammed Hassan et David Pestieau : « l'Irak face à l'occupation (EPO 2004)
- (5) Cité par Pascal Riché dans « Libération du 10 mars 2003 »
- (6) Scott Ritter : Ancien inspecteur de l'armement en Irak pour les Nations-Unies de 1991 à 1998. Il est l'auteur de « *Frontier Justice : Weapons of Mass Destruction ans the Bushhacking of America* », En français : «Les mensonges de George W. Bush».

